

Pesticides : quels enjeux économiques et quels coûts reportés sur la société ?

Conférence Christophe Alliot 7 juin 2024

Pourquoi cette conférence ?

Le débat sur les pesticides est crucial, non seulement pour des raisons de santé et d'environnement, mais aussi pour des raisons économiques.

D'où la nécessité de mieux comprendre les ressorts principaux du marché des pesticides :

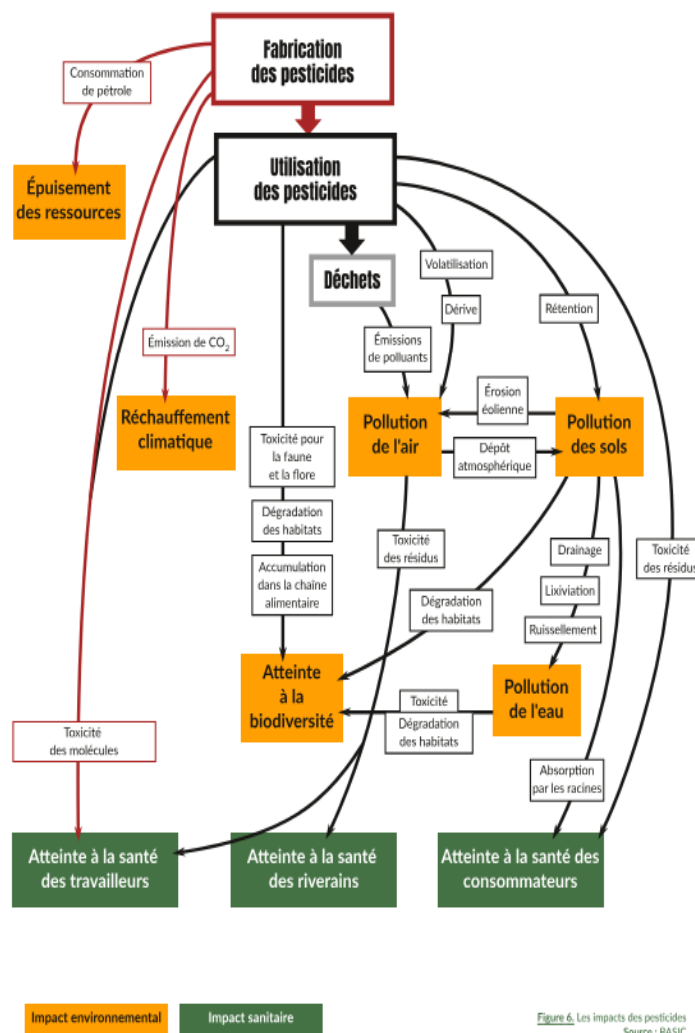
- Quelles sont les caractéristiques du secteur des pesticides et comment évoluent-elles ?
- Quels sont les bénéfices liés au secteur des pesticides et pour qui ?
- Y a-t-il des coûts sous-jacents qui les supportent ?
- Quelles sont les trajectoires possibles et quels effets potentiels sur la souveraineté alimentaire ?

Le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest a estimé nécessaire d'ouvrir le débat sur cette question. Il a fait appel à Christophe Alliot de BASIC pour apporter l'éclairage de ses recherches sur ces questions.

Nous présentons ici les principaux points de son intervention (donc pas tous !). Nous avons joint quelques-unes des diapos montrées pendant la conférence. Nous tenons aussi à retraduire les échanges avec les participants ; ils ont parfois débordé du strict cadre des coûts cachés, mais ils se sont situés sur le terrain des problématiques économiques.

Nous souhaitons que ces notes donneront à chacun l'envie d'aller plus loin dans la découverte. Il sera possible de se reporter aux écrits de BASIC et particulièrement [Pesticides-un-modele-qui-nous-est-cher_FR-Synthese.pdf](https://www.lebasic.com/fr/synthese) ([lebasic.com](https://www.lebasic.com))

Des impacts négatifs majeurs



Un secteur « performant » mais qui ne répond plus aux promesses originelles

- . Doublement des ventes internationales de pesticides entre 2001 et 2021.
 - . Des taux de bénéfices supérieurs à la plupart des autres secteurs industriels
- Mais**
- . Une stagnation voire une baisse des rendements dans les zones de culture spécialisées (riz, blé, soja...)
 - . des enjeux de sécurité alimentaire non résolus et des effets « rebonds » de grande ampleur (obésité, gaspillage...)
 - . des gains qui échappent aux agriculteurs

Les principaux acteurs du marché

Quatre entreprises dominent environ deux tiers des ventes mondiales de pesticides :

1. **Syngenta** (Suisse, maintenant sous contrôle chinois)
2. **Bayer** (Allemagne)
3. **Corteva** (États-Unis, anciennement DuPont)
4. **BASF** (Allemagne)

Évolution du marché

Le marché des pesticides a évolué d'un modèle basé sur des molécules protégées par la propriété intellectuelle à un marché dominé par les génériques. Cette transition a été marquée par l'entrée massive des acteurs chinois et indiens, augmentant la concurrence et réduisant les prix.

L'industrie des pesticides, bien que florissante économiquement, n'a pas rempli ses promesses de manière durable et équitable. Les bénéfices économiques sont contrebalancés par des coûts sociaux et environnementaux élevés, et la concentration du marché pose des défis pour la régulation et la compétitivité.

Concentration et pouvoir de marché

La concentration du marché permet à ces grandes entreprises de maintenir des prix élevés et une rentabilité importante. Cette concentration est comparée à celle observée dans d'autres secteurs comme la distribution alimentaire.

Actionnaires et investissements

1. Rôle des Actionnaires :

- Les actionnaires, principalement des fonds d'investissement américains comme BlackRock, détiennent une part significative du capital de grandes entreprises agroalimentaires telles que Nestlé, Mondelez, Danone, Carrefour, et Tesco. Ces fonds peuvent posséder jusqu'à 40% du capital de ces entreprises.
- La pression exercée par ces actionnaires sur les entreprises pour maintenir une rentabilité élevée est constante. Si les rendements ne sont pas suffisants, les fonds d'investissement peuvent rapidement retirer leurs investissements, ce qui est facilité par la libéralisation du monde de la finance au cours des 30 dernières années.

2. Impact des Investissements :

- Les investissements dans les entreprises sont essentiels pour leur croissance et leur développement. Cependant, les actionnaires cherchent souvent des rendements élevés, ce qui peut influencer les décisions stratégiques des entreprises, parfois au détriment d'autres considérations comme la durabilité ou la responsabilité sociale.

Impact économique et rentabilité

Le secteur des pesticides est très rentable, avec des bénéfices nets ayant doublé entre 2018 et 2023, passant de 5 à 11 milliards d'euros. L'industrie emploie environ 20 000 personnes en Europe, avec des bénéfices élevés par rapport au chiffre d'affaires.

Problèmes de rendement et de diversité

Malgré les promesses de nourrir le monde, les rendements agricoles stagnent ou diminuent dans les zones de culture spécialisées. Les résistances aux pesticides augmentent, et la perte de diversité pose des problèmes. Les changements climatiques exacerbent ces défis.

Sécurité alimentaire et malnutrition

La sécurité alimentaire reste un problème majeur, avec plus d'un milliard de personnes souffrant de malnutrition. Ce n'est pas un problème de volume de production, mais de distribution et de revenus insuffisants pour les agriculteurs.

Effets rebond et conséquences inattendues

Les politiques publiques ont favorisé un petit nombre de cultures intensives, entraînant une baisse des prix agricoles mondiaux. Cependant, cela

a conduit à des problèmes comme l'obésité et le gaspillage alimentaire, car les aliments à bas prix sont souvent de faible qualité nutritionnelle.

Technologies numériques dans l'agriculture

1. Adoption et Défis :

- L'agriculture numérique, incluant l'utilisation de drones, de pulvérisateurs intelligents, et de l'intelligence artificielle (IA), est en pleine expansion. Ces technologies promettent d'optimiser les processus agricoles, de réduire les coûts et d'améliorer les rendements.
- Cependant, cette adoption pose des défis, notamment en termes de dépendance accrue des agriculteurs aux technologies, de perte de savoir-faire traditionnel, et de surveillance accrue des travailleurs agricoles.
- **Impact sur l'Emploi :**
- L'impact sur l'emploi est une source majeure d'inquiétude. La reconversion des agriculteurs et la perte potentielle d'emplois due à l'automatisation sont des enjeux importants. En France, des blocages culturels et techniques freinent l'adoption complète de ces technologies

Coûts cachés des pesticides

Les pesticides représentent une absurdité économique car leurs coûts pour la société (santé, environnement) dépassent largement les bénéfices qu'ils apportent. Des études montrent que les coûts cachés des pesticides sont significatifs et doivent être pris en compte dans les débats politiques et économiques.

Coûts sanitaires des pesticides en France et en Europe

- En France, les coûts sanitaires liés aux pesticides sont estimés à environ 2 milliards d'euros minimum par an. Mais ce chiffre est très prudent et la réalité est probablement bien supérieure.

- À l'échelle européenne, ces coûts pourraient atteindre 100 milliards d'euros par an si on applique la même méthodologie qu'en France.

- Ces estimations ne prennent en compte que les maladies professionnelles reconnues officiellement. Le coût réel, incluant toutes les pathologies liées aux pesticides, serait beaucoup plus élevé.

Coûts sociétaux des pesticides

1. Évaluation des Coûts :

- Les coûts sociétaux des pesticides en France sont

estimés à 372 millions d'euros par an, incluant les coûts environnementaux (291,5 millions d'euros), les coûts sanitaires (48,5 millions d'euros), les coûts de réglementation (31,9 millions d'euros), et le soutien financier public au secteur (0,4 million d'euros).

- Ces coûts représentent plus de 10% du budget annuel du ministère français de l'Agriculture et de l'Alimentation en 2017.

2. Impacts Sanitaires et Environnementaux :

- Les pesticides ont des impacts négatifs significatifs sur la santé humaine et l'environnement. Les maladies professionnelles liées aux pesticides, comme certains cancers et la maladie de Parkinson, sont reconnues, mais les impacts sur les populations riveraines et la population générale sont moins bien documentés.

- Les coûts environnementaux incluent le surcoût des traitements de potabilisation de l'eau et les émissions de gaz à effet de serre liées à la fabrication des pesticides.

3. Stratégies de Réduction :

- Des efforts sont nécessaires pour réduire l'utilisation des pesticides et leurs impacts négatifs. Cela inclut des politiques publiques plus strictes, des subventions pour des pratiques agricoles durables, et une meilleure régulation des produits chimiques utilisés en agriculture.

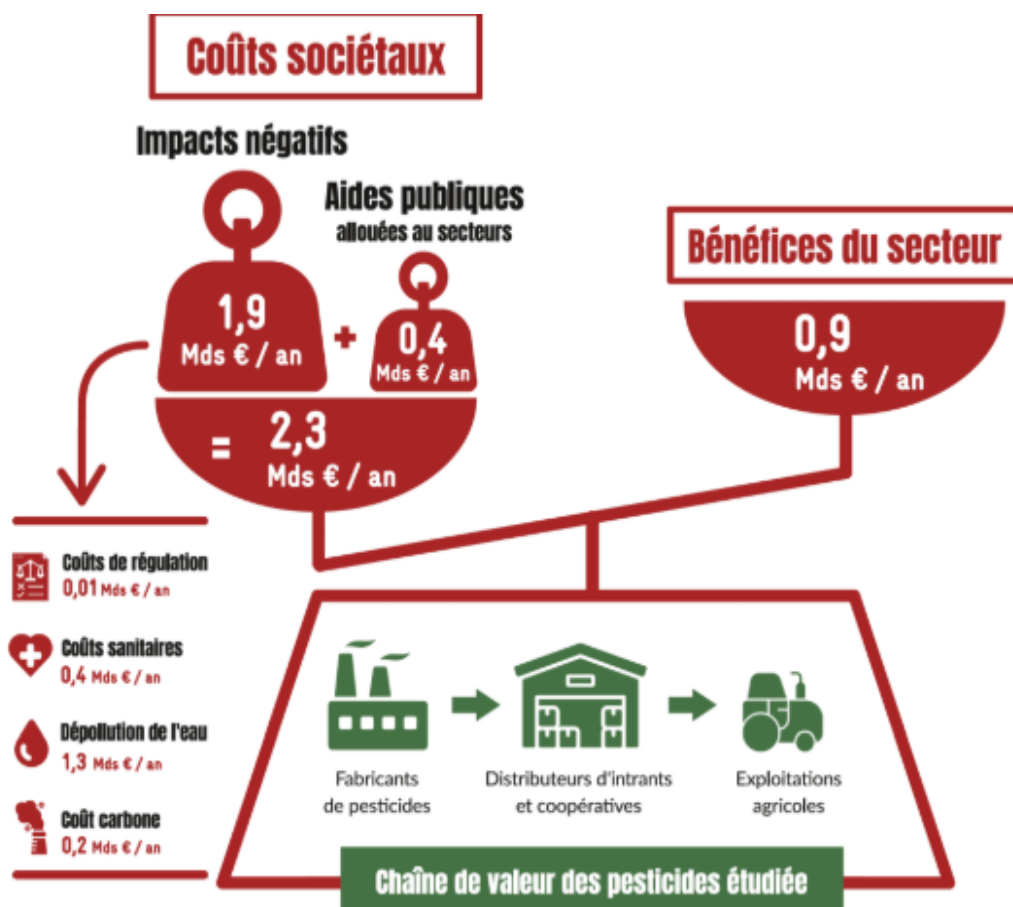


Figure 96. Schéma récapitulatif des coûts sociétaux et des bénéfices directement liés aux pesticides de la chaîne de valeur étudiée à usage agricole analysés dans le cadre de l'étude à l'échelle européenne. Source : BASIC

Les implications économiques et sociales de l'interdiction des pesticides dangereux en France

Contexte et interdiction

- **Interdiction en France** : Depuis le 1er janvier 2023, la France a interdit certains pesticides dangereux. Cette interdiction a été mise en œuvre malgré les objections des fabricants, représentés par le lobby Phythéis.
- **Mise en demeure** : Les dirigeants de Phythéis ont été mis en demeure par le président du Sénat et la présidente de l'Assemblée nationale pour avoir désinformé les élus sur les conséquences de cette interdiction.

Conséquences économiques et sociales

- **Impact sur l'emploi** : Contrairement aux affirmations des fabricants, une enquête journalistique a révélé que l'interdiction n'a entraîné que très peu de pertes d'emplois. En France, seuls cinq contrats temporaires ont été affectés.
- **Profits des fabricants** : Les profits des fabricants de pesticides ont considérablement augmenté, passant de 5 à 11 milliards d'euros en quatre ans. Les pertes d'emplois potentielles représentent une fraction minime de cette augmentation de profit.

Impact européen

- **Exportations de l'UE** : L'Union européenne est un important exportateur de ces pesticides, représentant plus de 70% des exportations mondiales vers des pays comme le Brésil.

- **Chiffre d'affaires** : Les pesticides interdits représentent 1 à 2% du chiffre d'affaires de l'industrie européenne. Si l'interdiction était étendue à toute l'UE, seulement 173 emplois seraient à risque.

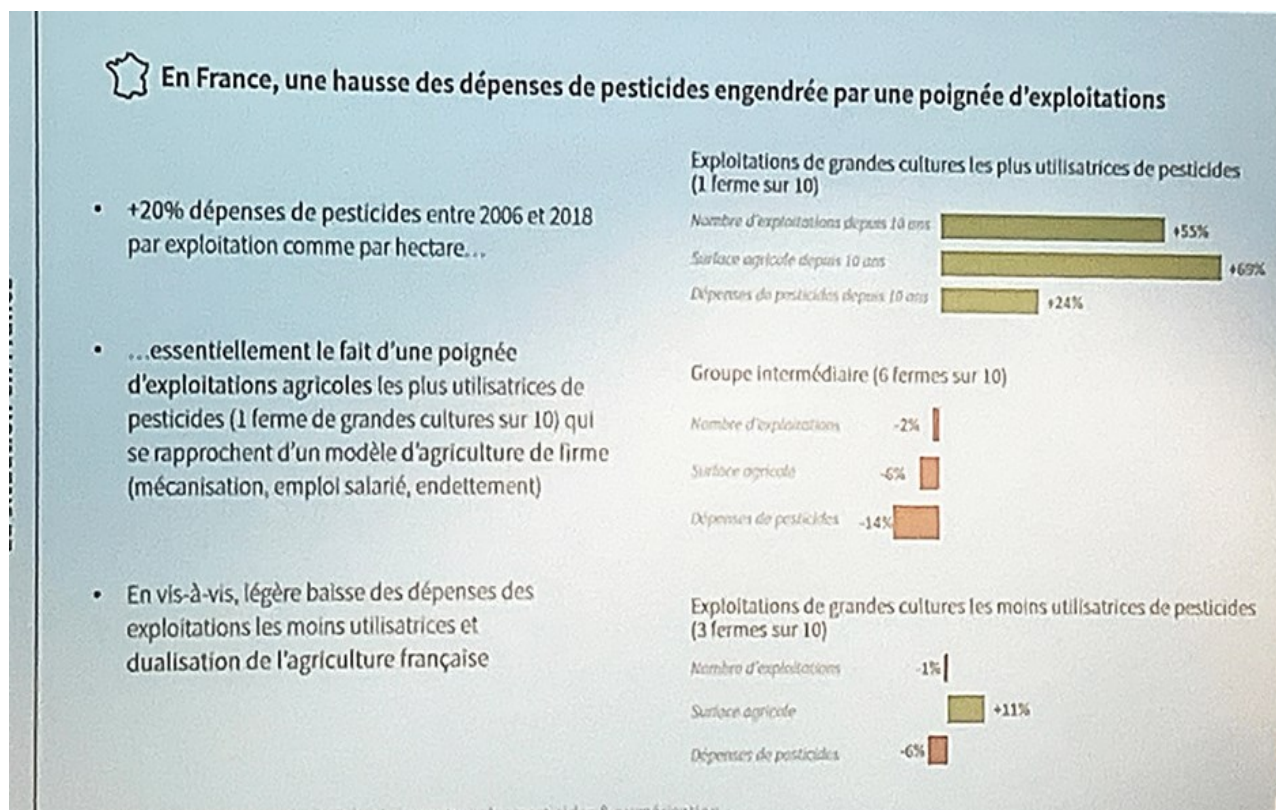
Technologies et réglementations

- **Technologies avancées** : Les technologies les plus avancées en Europe pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture de seulement 2%, même si elles étaient généralisées.

- **Investissements** : La majorité des fonds publics et des investissements privés sont dirigés vers des projets de haute technologie plutôt que vers des solutions low-tech ou autonomes.

Modèle économique

- **Rentabilité des pesticides dangereux** : Les pesticides les plus dangereux, souvent développés il y a 50 ans, sont très rentables car ils sont produits à grande échelle et à faible coût.



Utilisation des pesticides, et les conditions de travail des agriculteurs en France.

La conférence a mis en lumière les défis complexes et interconnectés de l'agriculture moderne en France, incluant l'utilisation intensive de pesticides, la précarisation des travailleurs agricoles, et les implications économiques et environnementales des pratiques agricoles actuelles.

Utilisation des pesticides et méthanisation

- **Glyphosate et Grandes Cultures** : Le texte mentionne l'utilisation de glyphosate dans les grandes cultures, avec des doses importantes par hectare. Il est noté que la France est un des plus grands consommateurs de glyphosate en Europe.
- **Méthanisation** : Il y a une discussion sur la promotion de la méthanisation high-tech comme une solution pour les grandes exploitations agricoles, même dans l'ouest de la France.

Conditions de travail et exonérations sociales

- **Exonérations de Charges Sociales** : Le texte aborde les dispositifs d'exonération de charges sociales pour les agriculteurs, en particulier pour les bas salaires. Il est mentionné que ces exonérations sont souvent plus avantageuses pour les contrats courts, ce qui peut encourager la précarisation des travailleurs agricoles.
- **Conditions de Travail** : Les conditions de travail difficiles des saisonniers et des travailleurs agricoles sont soulignées, avec une mention spéciale des travailleurs étrangers et des contrats précaires. Il est noté que les conditions de travail se sont dégradées, avec une

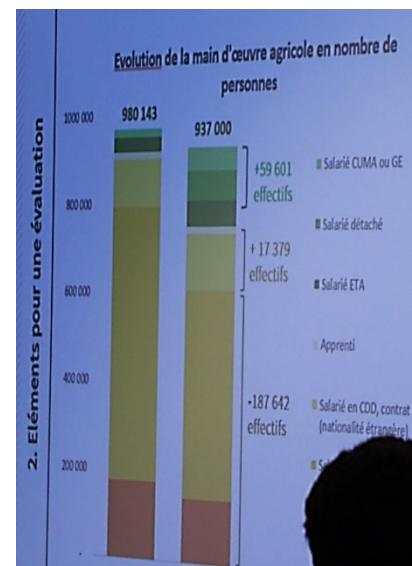
augmentation des contrats courts et une précarisation accrue.

Impact des pesticides et réglementation

- **Réglementation des Pesticides** : La discussion inclut des points sur la réglementation des pesticides industriels, qui sont souvent opaques et non déclarés s'ils représentent moins de 1% de la matière dans des produits comme les peintures.
- **Impact des Pesticides** : Il est mentionné que les pesticides ont des effets néfastes sur la santé des agriculteurs, avec des cas de maladies professionnelles liées à leur utilisation. Un fonds d'indemnisation des victimes des pesticides est géré par des représentants des fabricants de pesticides, ce qui pose des questions sur les conflits d'intérêts.

Évolution de l'agriculture et des exploitations

- **Tendances Démographiques** : Le texte parle de la tendance à la consolidation des exploitations agricoles, avec une augmentation des grandes exploitations au détriment des petites fermes. Il est noté que beaucoup d'agriculteurs approchent de l'âge de la retraite, ce qui pourrait aggraver cette tendance.
- **Mécanisation et Économie** : Une thèse récente sur la mécanisation et ses implications économiques est mentionnée, soulignant



l'importance de cette tendance dans l'évolution de l'agriculture.

Main d'œuvre agricole exposée

- Outre les agriculteurs eux-mêmes (environ 450 000 en France), il y a près d'un million de travailleurs saisonniers ou précaires employés dans l'agriculture française, souvent étrangers.
- Cette main d'œuvre précaire, qui connaît des conditions de travail difficiles et de très bas salaires, est particulièrement exposée aux pesticides.

- Le travail au noir, bien que diminuant, reste un problème dans ce secteur et rend difficile l'estimation du nombre réel de personnes exposées.

Perspectives d'évolution

- Peu de travailleurs saisonniers finissent par devenir exploitants agricoles à leur compte en raison des dures conditions de travail.
- La part des travailleurs étrangers dans l'agriculture française est en augmentation constante ces dernières années.

Les échanges soulignent la nécessité de réformer le système agricole pour mieux soutenir les agriculteurs, garantir des prix justes, et restaurer la confiance des consommateurs. Cela inclut une meilleure régulation des labels, un soutien accru aux pratiques durables, et une redistribution plus équitable des bénéfices le long de la chaîne de valeur.

Contexte de la crise agricole

- **Prix Rémunérateurs** : Les agriculteurs font face à des difficultés pour obtenir des prix suffisamment rémunérateurs pour leurs produits. Cette situation est exacerbée par des facteurs multiples liés à la vie quotidienne et aux rôles des distributeurs.
- **Doute des Consommateurs** : Il existe un doute croissant parmi les consommateurs concernant les labels et la qualité des produits, y compris les produits biologiques.

Rôle des labels et des pouvoirs publics

- **Labels et Confiance** : Les labels, bien qu'ils soient censés garantir la qualité, ne parviennent pas toujours à rassurer les consommateurs. Il y a un besoin d'indicateurs plus clairs et fiables pour différencier les produits.
- **Pouvoirs Publics** : Les pouvoirs publics ne remplissent pas toujours leur rôle d'évaluation et de régulation, ce qui contribue à la confusion et au manque de confiance.

Déconnexion dans le système Agricole

- **Standardisation et Concurrence** : Les éleveurs sont poussés à être toujours plus productifs et standardisés, ce qui les met en concurrence les uns avec les autres. Cela conduit à une déconnexion entre les producteurs et les consommateurs.
- **Rôle des Industriels et Distributeurs** : Une grande partie des bénéfices dans la chaîne de valeur des produits laitiers, par exemple, va aux industriels et aux distributeurs, laissant les éleveurs avec des revenus très bas.

Impact économique et social

- **Inflation et Coût de la Vie** : L'inflation a un impact significatif sur le coût des produits alimentaires, rendant les produits bio et de qualité moins accessibles pour une partie de la population.
- **Revenus des Agriculteurs** : Les agriculteurs dépendent fortement des subventions publiques pour maintenir un revenu décent. Sans ces subventions, leurs revenus seraient extrêmement bas.

Innovations et alternatives

Nanoparticules et Pesticides : L'utilisation de nanoparticules dans les pesticides est une technologie émergente qui permet de réduire les résidus de pesticides, bien que cela soulève des questions de régulation et de sécurité.

Agriculture Paysanne : Il y a un mouvement pour promouvoir une agriculture plus locale et durable, mais cela nécessite des changements systémiques pour être viable économiquement.

Une illustration des mécanismes en œuvre : l'économie du beurre

À titre d'illustration de l'évolution des prix, on évoque une période récente où il y avait une pénurie de beurre dans les rayons des supermarchés. Cette situation était due à une augmentation des prix du beurre au niveau international, notamment à cause de la demande croissante de la Chine. Les industriels ont préféré exporter leur beurre vers des marchés plus lucratifs, comme l'Asie, ce qui a créé des tensions avec les supermarchés en France.

Impact sur les Acteurs Économiques

1. **Industriels** : Ils ont été les premiers à ressentir le choc de cette crise, avec une augmentation significative du coût du lait et du beurre.
2. **Supermarchés** : Ils ont tenté de protéger les consommateurs de l'inflation en refusant d'augmenter les prix, mais cela a conduit à des pénuries temporaires.
3. **Consommateurs** : Ils ont subi les conséquences de cette crise avec des rayons vides et une inflation persistante.

L'évolution du prix du beurre

Le prix du beurre est fluctuant, avec une augmentation initiale suivie d'une stabilisation. Cependant, cette stabilisation ne s'est pas traduite par une baisse des prix pour les consommateurs, contrairement aux producteurs qui ont vu leurs revenus diminuer.

Pour remédier à ces problèmes, plusieurs solutions sont évoquées :

1. **Commerce Équitable** : Revoir les contrats pour assurer une répartition plus équitable des revenus.
2. **Accords Tripartites** : Certains accords entre producteurs, distributeurs et consommateurs peuvent aider à stabiliser les prix.
3. **Quotas** : L'exemple du Comté en France, où des quotas sont établis pour garantir la transparence et la stabilité des revenus tout au long de la chaîne de production.
4. **Sécurité Sociale Alimentaire** : Une proposition pour contractualiser des marges contrôlées afin de protéger les revenus des producteurs.